

Concours pour le recrutement de surveillants de l'administration pénitentiaire

\*\*\*\*\*

Session 2011

\*\*\*\*\*

Epreuve d'admissibilité

**Chaque réponse doit être impérativement reportée sur votre copie en rappelant le numéro de la question.**

A – Série de questions à choix multiple. Chaque question n'appelle qu'une seule réponse.

A1 – Dans la V<sup>ème</sup> République Française, qui remplace provisoirement le Président de la République en cas de vacance de pouvoir ?

- A . le président du Sénat
- B . le 1<sup>er</sup> ministre
- C . le président de l'Assemblée nationale

A2- Qu'appelle-t-on le Parquet en matière de justice ?

- A . les avocats
- B . les juges d'instruction
- C . les procureurs de la République

A3 – Le référendum introduisant l'élection du président de la République au suffrage universel direct fut organisé par le Président Charles De Gaulle en :

- A . 1958
- B . 1962
- C . 1968

A4 – Quel romancier vient de se voir décerner en 2010 le prix Goncourt ?

- A . Michel Houellebecq
- B . Marc Lévy
- C . Jean d'Ormesson

A5 – On vient de commémorer les trente ans de sa mort, et un film va bientôt retracer sa vie et sa carrière, de qui s'agit-il ?

- A . Jean-Paul Sartre
- B . John Lennon
- C . Françoise Sagan

A6 – la capitale de l'Allemagne est :

- A . Munich
- B . Bonn
- C . Berlin

A7 – Quelle a été la première femme politique française nommée premier ministre en France ?

- A . Ségolène Royal
- B . Edith Cresson
- C . Simone Veil

A8- Dans quel pays se déroule le tournoi de Flushing Meadow ?

- A . en Grande-Bretagne
- B . en Australie
- C . aux Etats-Unis

A9 – Qui était Mona Lisa ?

- A . le modèle d'un peintre florentin
- B . le symbole de la République italienne
- C . une actrice italienne

A10- Qui est Michel Mercier ?

- A . un acteur
- B . le Ministre de la Défense
- C . le Garde des Sceaux, ministre de la justice et des libertés

A11 - Parmi ces trois pays de l'Union européenne, lequel ne fait pas partie de la zone euro ?

- A . Grèce
- B . Royaume Uni
- C . Estonie

A12 – Où siège l'O.N.U ?

- A . New-York
- B . Bruxelles
- C . Berne

A13 – Qu'est-ce que la coupe Davis ?

- A . un tournoi de rugby
- B . un tournoi de football
- C . un tournoi de tennis

A14 – En quelle année, la peine de mort a-t-elle été abolie en France ?

- A . 1976
- B . 1981
- C . 1985

A15- Que signifie le sigle P.I.B. ?

- A . Prix de l'Indice de Base
- B . Produit intérieur Brut
- C . Production Industrielle de Bière

A16 – Combien y-a-t-il de régions en France métropolitaine ?

- A . 22
- B . 28
- C . 32



A17 – Quel pays fait partie de l'Union européenne ?

- A . la Russie
- B . la Suisse
- C . l'Irlande

A18 – Combien y-a-t-il eu de présidents de la République sous la Vème République française ?

- A . 5
- B . 6
- C . 7

A19 – En quelle année a été proclamée la déclaration universelle des droits de l'homme ?

- A . 1789
- B . 1848
- C . 1948

A20- De quelle ville, le Général de Gaulle lança-t-il à la radio son premier appel à la résistance :

- A . Londres
- B . Bordeaux
- C . Genève

B – Série de questions de raisonnement logique faisant appel aux qualités d'analyse, d'observation, de déduction et de bon sens du candidat.

B1-Combien de secondes y-a-t-il dans 10 heures et 15 minutes ?

B2- Quel nombre est le dixième du quart de la moitié de 1200 ?

B3- Mathieu se rend en avion à Madrid. Il part de Bâle à 7 h 15 et après un vol d'1 heure et 20 minutes, se pose à Lyon pour une escale de 45 minutes. Il redécolle avec 30 minutes de retard pour atterrir à Madrid à 11 heures et 10 minutes.

A quelle heure décolle-t-il de Lyon ? Et quelle est la durée du vol Lyon-Madrid ?

B4- Marc a passé la moitié de ses vacances en Bretagne, un quart à Paris et sept jours à l'étranger. Quelle est la durée totale de ses vacances ?

B5 – Quel est le 35<sup>ème</sup> nombre impair ?

B6 – Un produit a vu son prix de vente passer de 200 euros à 600 euros. Quel est le pourcentage d'augmentation ?

B7 – Vous cherchez un nombre composé de trois chiffres. Vous avez les indications suivantes :

- les trois chiffres additionnés donnent 18
- le premier chiffre est la moitié du deuxième et le tiers du troisième

Quel est ce nombre ?

B8- Quels sont les chiffres manquants à la série suivante :

8,1,9 – 6,3,8 – 4,5,7 – 2,7,6 - ?, ?, ?

B9 – Trouver le chiffre manquant ?

16	25			
7	?	16		
4	3	6	10	
3	1	2	4	6

B10 – Compléter la série suivante.

F3 ; L9 ; R15 ; W20 ; J ?

C- Rédaction d'un compte rendu hiérarchique établi à partir des éléments essentiels contenus dans le texte suivant .

Vous êtes le surveillant Dominique ESPERE en poste à la porte d'entrée de la maison d'arrêt de Y. et vous avez pour mission de contrôler l'entrée et la sortie des familles qui viennent visiter les personnes détenues au parloir.

Le mercredi 2 février 2011 à 14 heures, monsieur FACHEUX, titulaire d'un permis de visite se présente à la porte de l'établissement pour rendre visite à son frère écroué à la maison d'arrêt de Y.

Après avoir vérifié les documents (pièce d'identité, permis de visite, prise de rendez-vous) permettant de vous assurer que monsieur FACHEUX était bien autorisé à visiter son frère ce jour là, vous l'invitez à se soumettre au contrôle du portique de détection métallique.

Alors qu'il est dessaisi de tous les objets métalliques dont il était porteur en les déposant dans un casier prévu à cet effet, le passage répété de monsieur FACHEUX sous le portique déclenche systématiquement le signal d'alarme pour des raisons indéterminées.

A son troisième passage, l'intéressé s'emporte en vous traitant « d'incapable » au motif que d'après lui, le portique ne fonctionne pas normalement. Après 5 minutes de vive discussion, monsieur FACHEUX quitte l'établissement très en colère et vous menace d'écrire au Ministre de la Justice pour se plaindre du fait que c'est de votre faute s'il n'a pas pu rencontrer son frère au parloir et pour dénoncer des propos injurieux que vous auriez tenus à son encontre.

A la suite de cet incident, vous rédigez un compte rendu, à l'aide des documents joints, pour informer votre supérieur hiérarchique de ce qui s'est passé et de la manière dont vous avez mis en œuvre les mesures de sécurité applicables aux personnes accédant à un établissement pénitentiaire.

**Document 1** : Pratiques de Références Opérationnelles « surveillance de la porte d'entrée principale » pages 1,9,12,13,14,15,17 et 18 5 pages

**Document 2** : Note n° 45 du 17 février 2009 2 pages

**Document 3** : Note n° 196 du 6 mai 2009 3 pages



Pratiques  
de Références  
Opérationnelles



## SURVEILLANCE DE LA PORTE D'ENTRÉE PRINCIPALE

*avec métier*

**Règle 81.2.** L'administration doit faire en sorte que, tout au long de sa carrière, le personnel entretienne et améliore ses connaissances et ses compétences professionnelles en suivant des cours de formation continue et de perfectionnement organisés à des intervalles appropriés.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE



## RAPPEL DE LA MISSION DE SERVICE PUBLIC PÉNITENTIAIRE

« Le service public pénitentiaire participe à l'exécution des décisions et sentences pénales et au maintien de la sécurité publique.

Il favorise la réinsertion sociale des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire. Il est organisé de manière à assurer l'exécution des peines ». Loi du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire.

La porte d'entrée principale est un poste stratégique où est assuré le contrôle des entrées et sorties des personnes.

## TEXTES DE RÉFÉRENCE

### RÈGLES PÉNITENTIAIRES EUROPÉENNES

- 54-9 relative au respect de l'intimité des visiteurs
- 54-10 relative aux contrôles des visiteurs
- 69-1-2 relatives aux armes
- 69-3 relative à la formation au maniement d'arme

## RAISON D'ÊTRE DU POSTE

L'agent de la porte d'entrée principale (PEP) a pour mission de contrôler l'entrée et la sortie de toute personne appartenant ou non à l'Administration Pénitentiaire, d'empêcher l'entrée ou la sortie de toute personne qui tenterait de se soustraire à un contrôle.

Il doit également signaler à ses supérieurs tout événement extérieur susceptible de menacer la sécurité de l'établissement (attroupement de personnes, véhicules qui gênent l'entrée ou la sortie de l'établissement, etc...)

## RÈGLES DÉONTOLOGIQUES

La sécurité des établissements repose sur la vigilance et la conscience professionnelle de chacun des agents.

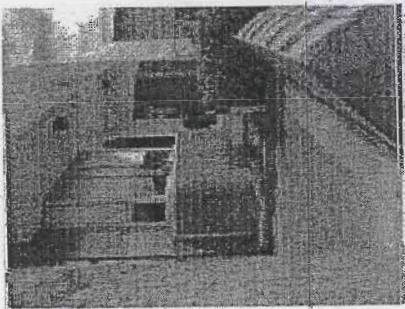
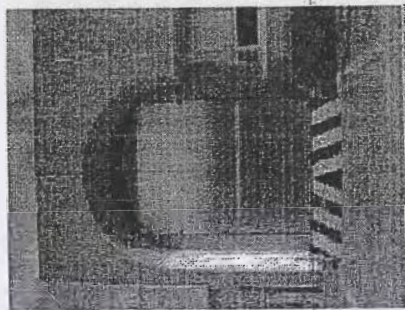
Le fonctionnaire de l'administration pénitentiaire doit être en pleine possession de ses moyens physiques et intellectuels dans l'exercice de ses fonctions. Il doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance. Il doit demeurer intègre, impartial et objectif.

Le surveillant affecté à la PEP devra en toutes circonstances, faire preuve de tact, de diplomatie et de vigilance pour traiter les différentes situations qui se présentent à lui. Il lui appartient d'apporter les réponses à toutes demandes d'information des visiteurs.



## IDENTIFICATION DES TÂCHES DU POSTE - RÈGLES D'ACTION

Surveillance de la porte d'entrée principale



Principale porte de l'établissement, la PEP est un poste protégé qui s'ouvre sur l'extérieur. Elle comprend la porte, le SAS piétons, le SAS véhicules et le local où se tient le surveillant portier.

### 5.1. Consignes générales :

#### L'agent en poste à la PEP doit :

- Prendre connaissance des consignes lors de la prise de poste
- Vérifier contradictoirement les matériels à disposition et l'état du local
- Préserver l'inviolabilité des portes d'accès à la détention
- Surveiller les abords immédiats du poste
- Faire preuve de courtoisie
- Avoir une tenue irréprochable
- Assurer matériellement l'ouverture électrique des portes d'accès piétons ou véhicules (effet de sas)
- Contrôler l'entrée des personnes, des objets, des véhicules

13

Document 1

3/5

- Seuls les surveillants en service à la porte doivent pénétrer dans le kiosque
- Toujours maintenir la porte du kiosque fermée de l'intérieur
- Le nettoyage du kiosque sera toujours effectué en présence du surveillant.
- En cas de difficulté ou de doute, ne pas faire entrer la ou les personnes et en référer à l'encadrement.
- Le surveillant portier ne doit en aucun cas quitter son poste pour entrer en détention même si une intervention lui paraît urgente à l'occasion d'un incident.
- Appliquer les consignes locales en cas d'incident (cf. fiches réflexe du plan opérationnel intérieur - POI).

## 5.2. Le contrôle des personnes

### 5.2.1. les personnels travaillant dans l'établissement.

- pas de présentation de pièce d'identité
- inscrire manuellement le nom de la personne s'il n'existe pas de pointage systématique à l'entrée.
- passage sous le portique de détection de masses métalliques
- passage des sacs et sacoches dans le tunnel de détection des bagages X
- réguler le passage sous le portique, ne pas encombrer le passage
- les téléphones portables sont interdits dans les établissements pénitentiaires sauf ceux du personnel de direction de l'établissement, des agents de l'inspection en mission, du directeur interrégional, des médecins du SMUR et du SAMU.
- Vérifier que les personnes autorisées à pénétrer avec un téléphone l'ont toujours en leur possession à la sortie

### 5.2.2. les personnes étrangères aux services de l'établissement

14



Surveillance de la porte d'entrée principale

- Vérifier les documents à fournir avant toute autorisation d'accès :
- pièces d'identité (CNI, passeport, permis de conduire)
- carte professionnelle (personnel du ministère de la justice, huissier, avocat, notaire, fonctionnaires des douanes et de la police, et personnels de gendarmerie etc.). Consulter le listing des cartes professionnelles perdues.
- carte de visiteur de prison agréé
- original du permis de communiquer ou de l'autorisation d'accès
- permis de visite ou de l'attestation délivrée par le parquet
- Renseigner et orienter les personnes.
- Contrôler le passage des personnes l'une après l'autre sous le portique.
- Inviter les personnes à déposer les objets non autorisés dans les casiers mis à leur disposition.
- S'assurer du passage des sacs et sacoches de toutes personnes dans le tunnel contrôleur de bagages
- Noter sur le registre les noms et prénoms, les heures d'entrée et de sortie, la fonction, le motif et lieu où se rendent les personnes.
- A la sortie des parloirs famille, le surveillant portier et/ou un agent désigné, vérifieront qu'il n'y a pas substitution de personne par tout moyen mis à disposition.
- La sortie des familles ne sera autorisée qu'après accord donné par la détention.
- Les téléphones portables sont interdits dans les établissements pénitentiaires sauf ceux du personnel de direction de l'établissement, des agents de l'inspection en mission, du directeur interrégional, des médecins du SMUR et du SAMU.
- Aucune personne en possession d'une arme ne peut accéder à l'établissement. A l'exception des forces de l'ordre et des équipes régionales d'intervention et de sécurité réquisitionnées pour les opérations de maintien de l'ordre ainsi que pour l'extraction ou le transfèrement de détenus. Dans ce cas vérifier les réquisitions et les diriger vers le greffe. En l'absence de réquisitions l'accès à l'établissement est refusé et il doit être fait appel à l'encadrement.

15

Surveillance de la porte d'entrée principale

## SPECIFICITES DE LA STRUCTURE

- Dotation réglementaire de fusils à pompe (Remington 870 magnum), de munitions non létales et de grenades DBD 95 à la porte.
- Selon la taille des établissements le poste de la PEP peut être tenu par un ou plusieurs agents
- En dehors des heures et jours de service du personnel administratif le standard téléphonique peut être tenu par l'agent PEP.
- Dans certains établissements les familles sont autorisées à entrer avec de la monnaie ou des jetons pour les machines à boissons et à friandises installées dans les parloirs.
- Certains établissements utilisent des systèmes de circulation avec badge. L'agent de la PEP doit les remettre aux personnes concernées après contrôle des autorisations d'accès.

## MATERIELS HOMOLOGUES DU POSTE

- Téléphones avec ligne directe gendarmerie, police, contrôle aérien, pompiers
- Standard en service de nuit
- Ecrans de contrôle des caméras de vidéosurveillance (périphérie de l'établissement, accès sas)
- Contrôleur de bagages à rayons X
- Portique de détection des masses métalliques
- Ordinateur de contrôle des badges d'entrée et de sortie
- Détecteur manuel
- Interphone (miradors, postes protégés)

17



Axe médian

- Gilet pare-balles
- Coffre sécurisé (dépôt armement) et tube de désapprovisionnement des armes
- Casiers de consignes pour les objets interdits
- Extincteur
- Fusil à pompe et balles non létales
- Grenades DBD 95



Portique de détection des masses métalliques



Contrôleur de bagages à rayon X





Document 2

1/2

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Paris, le 27 FEV. 2009

LE PRÉFET,  
DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Note

à

000045

	Attrib	Info
DI		X
ADJOINT AU DI		X
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL		
CHEF DE CABINET		
SECRÉTARIAT		
AUDIT INTERNE		
CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE		
DRH		
DBF		
DSI		
DPE		
OSD	X	
DIP		
ERIS		

Messieurs les Directeurs interrégionaux des  
services pénitentiairesMonsieur le Directeur interrégional, Chef de  
la mission de l'outre mer

Pour information

Madame la Directrice de l'Ecole Nationale  
d'Administration Pénitentiaire

Pour diffusion aux établissements

Objet: Mesures de sécurité applicables aux personnes accédant à un établissement  
pénitentiairesRéférence: Note EMS2 n° 000206 du 31 mai 2006

Les événements récents m'obligent à rappeler le cadre juridique des mesures de sécurité applicables en matière d'accès aux établissements pénitentiaires ainsi qu'aux locaux sous garde pénitentiaire (UHSI et EPSNE), et en particulier celles mises en œuvre lors de l'accès aux parloirs.

Le service public pénitentiaire participe au maintien de la sécurité publique, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 juin 1987

Le chef d'établissement est de ce fait investi de prérogatives visant à assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité au sein de sa structure.

L'article D.265 du code de procédure pénale précise ainsi ce pouvoir de police administrative: « tout chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement pénitentiaire qu'il dirige ».

Conformément à ces dispositions, le chef d'établissement a d'une part, le pouvoir d'accorder l'accès à l'établissement qu'il dirige et d'autre part, celui de déterminer les mesures de sécurité, pérennes ou ponctuelles, encadrant cet accès.

DAP

Adresse postale: 13, place Vendôme - 75042 PARIS Cedex 01  
Bureaux situés: 8 - 10, rue du Renard - 75004 PARIS  
Tél. 01 44 77 60 60 - Fax 01 49 96 28 69

1

10



Document 2

2/2

Le droit d'accéder à un établissement pénitentiaire (permis de visite, agrément, etc.) ne permet pas de s'affranchir des mesures de sécurité applicables, lesquelles visent précisément à concilier l'exercice de ce droit avec les impératifs de sécurité.

A cet égard, l'article D.406 du code de procédure pénale prévoit que « l'accès au parloir implique, outre la fouille des détenus avant et après l'entretien, les mesures de contrôle jugées nécessaires à l'égard des visiteurs, pour des motifs de sécurité ».

A cette fin, le chef d'établissement dispose de moyens modernes de sécurité, tels que les portiques de détection métallique fixes et manuels ou les tunnel d'inspection à rayon X. Le visiteur doit au préalable consentir à s'y soumettre. Tout refus ou signal sonore persistant entraîne l'impossibilité d'entrer dans l'établissement.

Il n'est cependant pas toujours possible de faire usage de tels matériels. Le chef d'établissement, garant de la sécurité, peut alors définir d'autres mesures de contrôle qu'il juge nécessaires au respect de cet impératif.

Ainsi, en pareille hypothèse, le chef d'établissement peut soumettre une personne, après avoir recueilli son consentement à une palpation de sécurité se limitant à de simples tapotements sommaires des intéressés. Je modifie sur ce point la tenue de ma circulaire n° 206 du 31 mai 2006. La personne peut refuser de se soumettre à cette mesure, l'accès au parloir lui sera refusé.

Cette faculté de procéder à une palpation de sécurité en plus du passage sous le portique peut également être justifiée par un risque particulier pour la sécurité imposant, ponctuellement, des mesures supplémentaires.

La direction interrégionale des services pénitentiaires du ressort devra immédiatement être informée de la mise en œuvre de cette mesure de sécurité.

Par ailleurs, afin de garantir la sécurité dans la zone parloirs, le chef d'établissement dispose également, en application de l'article D.405 du code de procédure pénale, du pouvoir de décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation « s'il existe des raisons sérieuses de redouter un incident », telle qu'une atteinte à la sécurité de la zone ou plus généralement, à la sécurité de l'établissement.

Les mesures de sécurité mises en œuvre par le chef d'établissement doivent être nécessaires et proportionnées au but poursuivi, à savoir l'impératif de sécurité, ainsi qu'aux circonstances de l'espèce.

En tout état de cause, le visiteur doit être informé des raisons du contrôle effectué et de l'ensemble de ses modalités, qu'elles soient pérennes ou exceptionnelles, et doit y consentir sous peine de se voir refuser l'entrée dans l'établissement.

CS.

Claude d'HARCOURT



11 MAI 2009

906

SERVICES PENITENTIAIRES  
EST-STRASBOURG

Liberté • Égalité • Fraternité

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Document 3

1/3

06 MAI 2009 000196

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Note à l'attention de

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

SOUS-DIRECTION DE L'ÉTAT MAJOR DE SÉCURITÉ

Bureau de la sécurité pénitentiaire  
EMS 2

	Attrib	nfc
DI		X
ADJOINT AU DI		X
SECRETAIRE GENERAL		
CHEF DE CABINE		
SECRETARIA		
AUDIT INTERNE		
CONTRÔLE INTERNE COMPLAINTES		
DRH		
DBF		
DSI		
DPE		
DSC	X	
DIF		
09 ERIS		

Messieurs les Directeurs Interrégionaux  
des Services PénitentiairesMonsieur le Directeur Interrégional,  
Chef de la mission des Services Pénitentiaires  
de l'Outre-MerMadame la Directrice de l'Ecole Nationale  
d'Administration PénitentiaireDossier suivi par :  
Cécile PEYRAT-poste 2699  
Dossier 2009  
Sécurisation 2009  
Sécurité établissement pénitentiaire 05 09 ERIS

Objet : mesures de sécurité applicables aux personnes accédant à un établissement pénitentiaire.

Réf. : note n°159 du 14 avril 2009

P.J. : une copie des affiches, transmises également par voie électronique

Par la note citée en référence, des précisions ont été apportées sur les mesures applicables aux personnes accédant à un établissement pénitentiaire. Cette note, a en particulier, développé les conditions de mise en œuvre de la palpation de sécurité, instaurée le 27 février 2009.

Au-delà des prescriptions sur les mesures, ces deux textes ont été l'occasion de rappeler l'obligation d'information des personnes soumises à ces contrôles.

Aussi, afin d'aider les chefs d'établissements dans leur démarche, l'affichette jointe aux notes de 2006 en la matière, a été mise à jour.

Je vous invite à la porter à la connaissance des personnes pénétrant dans les établissements et, tout particulièrement, à l'attention des familles en l'affichant de manière très visible dans les portes d'entrée ou les abris familles.

Cette affiche ne sera néanmoins pas exclusive de l'usage de tout complément d'information.

Le Sous-Directeur  
de l'Etat-Major de Sécurité

Stéphane SCOTTO

Copie : codir

JAP

Adresse postale : 13, place Vendôme - 75042 PARIS Cedex 01  
Bureaux situés : 8 - 10, rue du Renard - 75004 PARIS  
Tél. 01 44 77 60 60 - Fax. 01 49 96 28 00

12



Vous êtes dans un établissement  
de l'administration pénitentiaire.

Pour votre sécurité  
et pour le bon fonctionnement  
de cet établissement,  
des dispositions particulières de contrôle  
sont appliquées.

Nous vous remercions  
de vous y conformer.

*Le directeur de l'établissement*





# Contrôle des personnes accédant à un établissement pénitentiaire

- Vous pénétrez dans un établissement pénitentiaire et devez vous soumettre à des contrôles : vérification de votre identité, de votre titre d'accès, et passage sous le portique.
- Nous vous invitons à suivre les instructions du personnel pénitentiaire afin de faciliter l'accomplissement rapide des formalités.



- Avant le passage sous le portique, déposez tout objet métallique susceptible de déclencher le signal d'alarme dans l'appareil, dans les corbeilles prévues à cet effet.

- Signalez-vous au personnel si vous êtes porteurs d'une prothèse ou appareil susceptible de déclencher le portique.



- En cas de déclenchement répété du signal, l'accès à l'établissement pourra vous être refusé.
- Vous pouvez également être soumis à une palpation de sécurité ou à un contrôle par le détecteur manuel de métaux.



- Un refus de se soumettre aux formalités de contrôle entraîne l'impossibilité de pénétrer au sein de l'établissement.

- Tout signal persistant sans cause identifiée pourra entraîner le même refus.

